

Jean-Christophe Pierson "chacun a une part de responsabilité dans la construction du monde dans lequel vivront nos enfants"

Article rédigé par *Antoine Besson*, le 01 juin 2012

Jean-Christophe Pierson, candidat dans la 7eme circonscription des hauts-de-Seine, livre à libertepolitique.com les éléments fondateurs de son engagement et de son programme.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Parce que je considère que chacun a une part de responsabilité dans la construction du monde dans lequel vivront nos enfants. Parce que je considère que notre pays a besoin de retrouver des valeurs qui constituent le socle commun sans lequel la vie en société n'est pas possible. Et parce que j'aime infiniment mon pays !

Dans quelle circonscription ?

Dans la 7^{ème} circonscription des Hauts de Seine (Garches, Rueil Malmaison et Saint Cloud)

Pour quel parti ?

Le Parti Chrétien-Démocrate

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

« Dire », ne pas me taire face à des choix de société préconisés par le nouveau Président. Mais aussi transmettre de la confiance et de l'enthousiasme : notre pays, nos Régions, nos communes, nos familles, nos entreprises sont pleines de potentiels, de créativité et ne demandent qu'à retrouver un peu de confiance en soi.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

L'arrivée de la gauche peut déboucher sur un changement de société. On ne peut pas se taire, c'est maintenant ou jamais !

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Proximité, écoute, travail, travail, travail, énergie, clarté des discours et pas de complexe.

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Continuer à dire. Il y a une vraie place dans notre pays et dans ma circonscription pour porter un discours qui s'appuie sur les fondamentaux de la doctrine sociale de l'Eglise et dans la tradition chrétienne-démocrate. Et puis titiller en permanence le député qui sera élu en m'appuyant sur le meilleur score possible.

Votre programme :

A retrouver bien sûr in extenso sur le site www.pierson2012.com Mais en résumé, les valeurs qui inspirent le programme :

- La dignité de la personne, de chaque personne, de sa conception à sa mort naturelle
- Le rôle fondamental de la famille, lieu d'apprentissage de la responsabilité, lieu d'épanouissement de

- l'enfant
- Le sens du bien commun
- La promotion de la responsabilité de chacun, y compris des plus faibles. Croire que chacun apporte quelque chose à l'édifice commun, quelque chose qui ne se mesure pas forcément selon des critères d'utilité économiques. Qui dira la valeur d'unité d'une grand-mère grabataire, qui dira la valeur apaisante et dynamisante du sourire d'un enfant trisomique.
- La volonté d'un juste partage des richesses, richesses naturelles de notre planète qui appartiennent à tous, richesses aussi produites par l'homme au service du bien commun
- L'application du principe de subsidiarité dans la vie politique, économique et sociale.

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

ci-dessous extrait de mes engagements :

- **Favoriser un capitalisme d'entrepreneurs**

Soutenir les PME / PMI, principales sources d'emplois et d'innovations par un Small Business Act qui réserve une partie des commandes publiques aux PME, qui s'engage à la stabilité fiscale et réglementaire et à l'équité fiscale entre PME et grands groupes

- **Permettre l'émergence d'un modèle d'entreprise responsable**

Instaurer un meilleur partage des richesses au sein de l'entreprise : association des salariés aux résultats et au projet de l'entreprise, soumission des stocks options et actions gratuites à des critères de performance sociale ou sociétale

Favoriser l'émergence des entreprises à visée sociale par l'introduction de notations de la valeur globale des entreprises (valeur ajoutée sociale, sociétale, ...), mise en place de cours sur le social business dans les écoles de commerce

- **Développer l'emploi en ancrant l'économie dans le réel**

Valoriser les atouts des territoires et des identités locales, des produits d'origine contrôlée qui développeront le sentiment d'appartenance

Moraliser le capitalisme par la taxation des spéculations (opérations répétées à court terme), interdiction des produits purement spéculatifs.

- **L'équilibre budgétaire à tous les niveaux**

Introduire la règle d'or : aucun budget en déficit ne pourra être voté

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

Là encore, extrait de mes engagements

- **Maintenir l'interdiction de l'euthanasie**

Lutter contre l'acharnement thérapeutique en assurant le maillage territorial des unités de soins palliatifs

Réserver une part budgétaire des hôpitaux à cette priorité

Mettre en place une filière de formation universitaire aux soins palliatifs

- Favoriser la recherche éthique

Développer la recherche à partir des cellules souches adultes et du sang de cordon

Protéger l'embryon en maintenant le principe de l'interdiction de la recherche sur les cellules souches embryonnaires

- Aider les femmes enceintes en difficulté

Créer des maisons maternelles dans chaque département

Prévenir l'avortement par une éducation des jeunes à la responsabilité en lien avec les familles

- Permettre l'accueil du handicap au début de la vie

Garantir à toute femme attendant un enfant chez qui un handicap est décelé l'accès à l'information sur les aides existantes, les associations

- Avoir une vision transversale du handicap

Intégrer dans chaque loi ou décret une étude d'impact sur le handicap

Placer un référent handicap dans chaque ministère

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Très clairement :

- **Réaffirmer l'importance civique et sociale du mariage**

Définir le mariage dans la Constitution comme l'union d'un homme et d'une femme.

Instaurer en mairie une préparation au mariage civil et aux engagements moraux et sociaux qu'il implique.

- **Faire de la famille le pivot de toutes les politiques publiques**

Penser le logement social, les infrastructures et les équipements publics en fonction des besoins des familles : mixité générationnelle, proximité des écoles.

Rendre justice aux familles en matière de retraites : attribuer des points en fonction du nombre d'enfants élevés, dans le cadre d'une réforme globale qui assure l'équilibre des richesses entre les générations.

Réaffirmer le principe du repos dominical, facteur de cohésion sociale. Les enjeux financiers et économiques ne doivent pas faire de la personne humaine une variable d'ajustement : le dimanche doit rester un temps de repos commun à l'ensemble de la famille et de la société.

- **Inciter les parents à exercer pleinement leur responsabilité éducative**

Créer des dispositifs de soutien aux parents : maison des familles, écoles des parents (transmission des repères essentiels de l'autorité et de l'éducation, partage d'expérience).

Mettre sous tutelle plutôt que de suspendre les allocations familiales en cas de défaillance des parents.

- **Entourer les membres les plus fragiles de nos familles : les personnes âgées et les personnes handicapées**

Fonder la politique de la dépendance sur un renforcement du lien entre les générations : introduire un critère de mixité intergénérationnelle dans l'attribution des logements sociaux et aider les particuliers pour l'accueil des parents âgés.

Rompre avec l'isolement des personnes handicapées : accélérer l'application de la loi de 2005 sur le handicap et privilégier le maintien en milieu ouvert par le développement des services d'accompagnement à la vie sociale

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

- [Rendre à l'école sa mission prioritaire d'instruction](#)

Rejeter le pédagogisme au profit des méthodes d'enseignement qui fonctionnent : lecture syllabique, conjugaison, dictées, bases du calcul, bases chronologiques en histoire.

Donner la priorité, tout au long de la scolarité, à la transmission progressive et ordonnée des savoirs et non à la survalorisation de l'élève.

Valoriser l'histoire et la littérature françaises comme héritage commun

- [Assurer une large autonomie aux établissements, avec un directeur rendu pleinement responsable](#)

Etablir une carte d'identité de chaque établissement qui permette d'adapter les moyens aux besoins.

Confier au directeur d'établissement le soin de choisir son équipe pédagogique et de mener son projet d'établissement.

- [Sauvegarder le principe de la liberté éducative des familles et en étendre l'application](#)

Préserver les modes de financement des écoles privées sous contrat et hors contrat.

Ne pas remettre en cause l'assouplissement de la carte scolaire pour permettre aux parents d'inscrire leurs enfants dans l'établissement de leur choix, sous réserve des places disponibles et de l'examen de leur dossier, afin de garantir l'égalité des chances.

- [Mettre fin au collège unique](#)

Mettre fin au collège unique : il ne sert ni les meilleurs élèves ni les plus faibles, et surtout il ne permet pas à chacun de donner le meilleur de lui-même selon ses aptitudes et ses goûts.

Revaloriser l'apprentissage et créer différentes filières d'excellence, y compris manuelles.

- [Réhabiliter l'autorité au sein de l'école](#)

Réhabiliter l'autorité du professeur et du maître.

Généraliser les rites et symboles qui manifestent l'autorité : estrades, lever des élèves au début des cours, renforcement de l'instruction civique.

Encourager le port de l'uniforme pour les élèves.

- [Moderniser et valoriser le statut de l'enseignant par un accompagnement personnalisé](#)

Repenser la formation initiale en rapport avec la discipline enseignée.

Evaluer chaque enseignant au cours d'un entretien individuel annuel avec le chef d'établissement, l'Inspection jouant de son côté un rôle de conseil, d'accompagnement et de contrôle.

Développer des liens entre l'enseignement et le monde de l'entreprise : mobilité en cours de carrière, mise en place de formations pour d'éventuelles reconversions

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

L'application réelle du principe de subsidiarité à tous niveaux est la réponse la plus pertinente. Ce principe renforce la notion de responsabilité et libère des énergies. Encore faut-il que le supérieur (quel qu'il soit) lâche du lest. Mais le bon sens devient aujourd'hui un impératif : refus de tout budget en déséquilibre, la règle d'or doit s'imposer à tous.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

L'un des points clefs serait d'instaurer un nouveau partage de l'effort et de la richesse par la refonte de notre système d'aides sociales en un revenu de base unique accordé à tous, en contrepartie d'un impôt payé par tous les citoyens, sur tous les revenus, ceux du capital comme ceux du travail.

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

Respect mutuel ! J'avais bien aimé la formule tant décriée de Nicolas Sarkozy de laïcité positive qui est la reconnaissance de l'apport des religions au projet commun. Le nier, c'est se couper de ses racines. Imaginer que le religieux est cantonné dans la sphère privée est une aberration qui revient à le nier. Mon engagement politique est intimement lié à ma foi catholique même si je n'en fais pas un étendard !